

Mortifère bac pro. 3 ans

En relatant un épisode judiciaire qui oppose Laurent PIAU à la direction nationale du SNETAA, à propos de primes indues que cette dernière aurait prélevées sur les cotisations des adhérents dans l'unique but d'arrondir les fins de mois de ses membres, le magazine *people* et culturel, *les Inrockuptibles*, dans son n° 755 évoque, en passant, **l'abandon des mandats du SNETAA en ce qui concerne le baccalauréat professionnel.**

Sous prétexte de rénovation de la formation initiale professionnelle, Christian LAGE, actuel secrétaire général du SNETAA, en 2007, a fait écrire par son équipe, à la demande du ministre de l'Education Nationale de l'époque, Xavier DARCOS, **un protocole d'accord instituant le bac pro en 3 ans, cela en totale opposition à un mandat du SNETAA qui stipule son attachement au bac pro en 2 ans** (le baccalauréat est un diplôme de niveau IV donnant accès à l'enseignement supérieur) après obtention, également en 2 ans, du BEP, diplôme de niveau V, permettant d'entrer dans la vie active. Le bac pro en 2 ans devait aussi, dans la majorité des cas, permettre l'entrée directe sur le marché du travail, avec l'atout, pour ses titulaires, d'une double qualification (BEP + bac pro). Cela les rendait très attractifs pour leurs futurs employeurs et leur donnait de bonnes conditions d'entrée dans la vie professionnelle.

Sauf que, **ce très bon diplôme, garantie d'une qualification performante, ne plaisait pas à tout le monde, en particulier à la très influente Union (patronale) des Industries et Métiers de la Métallurgie**, autrement dit UIMM, qui défraya, il y a moins d'un lustre la chronique avec sa caisse noire destinée à donner du « lien social » au monde du travail ...

Ces grands patrons de la métallurgie, qui en dépit de la désindustrialisation de la France, tiennent le haut du pavé de la mondialisation, ont, depuis longtemps, pris le BEP en horreur (ils « fabriquent » l'équivalent sur le tas, donc moins payé) et ne veulent pas d'un bac pro trop bien coté (ils leur faut des bacheliers, mais pas chers ...)

Toujours est-il que cette UIMM, à la veille des élections présidentielles de 2002, obtint du gouvernement de Jospin (la future victime de ces élections), et sous la signature de l'inénarrable Jack LANG, alors ministre de l'Education Nationale, une convention lui permettant d'expérimenter le bac pro en 3 ans, sans BEP intermédiaire, dans ses écoles professionnelles, et cela pendant 5 ans.

Au bout de 5 ans, sans qu'il y ait eu la moindre évaluation des résultats, **le non moins inénarrable Xavier DARCOS, mais pour d'autres raisons, décida d'entreprendre la généralisation de ce bac pro en 3 ans et trouva, pour ce faire, la plume cogestionnaire et toute dévouée du SNETAA**, le « premier syndicat de l'enseignement professionnel », comme il se plaît à le proclamer.

D'où le protocole d'accord qu'ont également validé entre autres les signatures du SGEN-CFDT, de la FAEN et du SNPDEN.

Avantage pour le gouvernement : 3 années d'enseignement au lieu de 4, ce qui est une **économie substantielle pour le budget de l'Etat qui adapte les objectifs pédagogiques aux impérieuses nécessités de réduire la dette publique** (or la dette publique se justifie par les dépenses d'équipement du pays pour l'avenir : si l'éducation de la jeunesse n'est pas

l'avenir de la France, à quoi sert effectivement l'Ecole républicaine comme le dit la cour des comptes ?)

En se torchant avec ses mandats, le SNETAA proclame qu'il a sauvé les PLP !

Quel culot !

En effet, le corps des PLP a une moyenne d'âge élevée, ce qui entraîne chaque année une proportion bien plus grande que dans les autres corps d'enseignants de départs à la retraite, dont 1 sur 2 seulement est remplacé ; en fait de sauvetage des PLP, il s'agit plutôt de leur sabordage ! Et ce sabordage étant pratiqué par le syndicat qui se prétend le défenseur des PLP et de l'Enseignement Professionnel Public, le sabordage devient carrément du sabotage ...

Sauvetage, sabordage, sabotage, le SNETAA a embarqué sur le radeau de la Méduse : naufrage !

C'est ce qui est en train de lui arriver avec l'affaire des primes ... Naufrage honteux et nauséabond dont **le pillleur d'épaves FO espère bien tirer profit pour redorer son blason de représentativité**. Mais le bois vermoulu brûle mal et ses brandons explosifs mettent facilement le feu aux poudres ... Surtout si on se rappelle que SN-FO -LC était prétendument contre le bac pro. 3 ans !

Mais la mort du SNETAA, en tant que syndicat indépendant, propre et crédible, n'est pas le seul exploit du bac pro 3 ans.

L'UIMM a été désavouée par le MEDEF qui trouve que ce bac pro 3 ans est une planche pourrie, et, venant à Canossa, l'Union des Maîtres de Forges du XXIème siècle a reconnu son erreur : bête et corruptrice, voilà son portrait réaliste. Pour la petite histoire de la couleur jaune de certaine forme du syndicalisme, rappelons que l'UIMM s'entend très bien avec la fédération « ouvrière » de la métallurgie ... FO ! Comme le monde est petit !

Autre mort pour cause de bac pro 3 ans : DARCOS.

Mis sous la tutelle de Richard DESCOINGS vue son incompetence en matière de réforme du lycée, et parce que son bac pro 3 sentait trop le roussi, il s'est retrouvé confiné dans le placard du ministère du travail où sa plus grande performance a été de tancer Didier LOMBARD, de France Télécom, autre idiot qui sème la mort partout où il passe sous prétexte de « manager » son entreprise.

Depuis, il y a eu les (im)pitoyables élections régionales qui ont déchu DARCOS de son piédestal ministériel. Le SNCA e.i.L. Convergence avait d'ailleurs écrit que sa nomination au ministère du travail ferait long feu ; espérons qu'Eric Woerth y fera également un passage de météorite !

Récapitulons les morts du bac pro 3 ans : l'UIMM, DARCOS, le SNETAA.

Et ne pleurons pas sur leur sort car **leur désastreuse gestion a saccagé l'enseignement professionnel en alignant le bac pro sur les autres bacs, en le déprofessionnalisant et en le déqualifiant, a détruit cet excellent diplôme qu'est le BEP, a**

sacrifié sur l'autel de « la réforme », c'est-à-dire de la mise au rebut, **le métier spécifique des PLP**, les PLP eux-mêmes, et, véritable crime contre la jeunesse, **entraîné la déscolarisation de 50 000 mille jeunes de plus que les années précédentes.**

J'allais oublier un « mort ».

Lors de la généralisation du bac pro en 3 ans, le SNCA e.i.L. Convergence avait déposé un recours contre cette généralisation auprès du Conseil d'Etat ... qui lui a donné tort en estimant que le ministre n'avait fait que son devoir ...

On voit le résultat !

Arsa